

WE ARE
NOT WEAPONS
OF WAR



RAPPORT D'ACTIVITÉ

2025

SOMMAIRE

LE MOT DE LA PRÉSIDENTE **page 3**

DATES CLÉS **page 6**

L'ONG **page 7**

LES ACTIONS **page 12**

L'IMPACT DE WWoW **page 27**

LE RAPPORT FINANCIER **page 32**

LES OBJECTIFS 2026 **page 33**

LE MOT DE LA PRÉSIDENTE

L'année 2025 confirme une tendance qui ne cesse de s'aggraver : les violences sexuelles liées aux conflits continuent d'être utilisées comme une arme dans un monde marqué par la multiplication, la fragmentation et la complexification des conflits et des crises. Les lignes de front se déplacent, les acteurs armés se diversifient et les populations civiles demeurent au cœur des stratégies de guerre. Dans cet environnement de plus en plus instable, les violences sexuelles restent utilisées comme des instruments de domination, de terreur, de déplacement forcé, de persécution et de destruction des liens sociaux.

Le dernier rapport annuel de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit rappelle que les femmes et les filles demeurent les premières victimes de ces crimes, tandis que les violences subies par les hommes et les garçons restent encore largement invisibilisées et sous-documentées. Derrière ces constats se dessine une évolution préoccupante : les violences sexuelles s'adaptent aux mutations des conflits contemporains et répondent toujours davantage à des objectifs stratégiques, militaires, politiques, économiques ou communautaires.

Pourtant, au moment où les besoins augmentent, les capacités de réponse s'affaiblissent.

L'année 2025 aura été marquée par une remise en cause croissante du multilatéralisme, des institutions internationales et des mécanismes de justice construits pour protéger les populations civiles et lutter contre l'impunité. Les attaques contre les juridictions internationales, la contestation des normes du droit international, les pressions exercées sur les défenseurs des droits humains ainsi que les réductions historiques des financements consacrés à l'aide internationale ont directement fragilisé les organisations de terrain et les mécanismes de protection des survivantes et survivants. Dans le même temps, les mouvements conservateurs et masculinistes poursuivent leur structuration, bénéficient de financements importants et trouvent désormais un écho dans les politiques publiques de plusieurs États, contribuant à remettre en cause des droits que l'on croyait durablement acquis.

Ces évolutions ne constituent pas des phénomènes distincts. Elles participent d'un même mouvement qui affaiblit progressivement les capacités de prévention, de protection et de justice.

Les violences sexuelles liées aux conflits ne prospèrent jamais dans le vide. Elles prospèrent lorsque des institutions s'affaiblissent, lorsque les contre-pouvoirs reculent, lorsque les financements disparaissent, lorsque les discours de haine se banalisent, lorsque les inégalités entre les femmes et les hommes persistent et lorsque l'impunité devient acceptable.

Les auteurs portent l'entière responsabilité des crimes qu'ils commettent. Mais une société porte également une responsabilité lorsqu'elle laisse s'installer les conditions qui rendent ces crimes possibles. Les rapports de domination, les tabous, les stéréotypes de genre, le silence, le manque de volonté politique, l'insuffisance des moyens techniques, humains et financiers ou encore le recul des droits constituent autant de terrains sur lesquels ces violences peuvent prospérer.

Depuis plusieurs années, les organisations de défense des droits humains se retrouvent dans une posture essentiellement défensive. Elles consacrent leurs ressources à empêcher les reculs plutôt qu'à construire les avancées de demain. Elles répondent aux attaques, protègent les acquis, gèrent l'urgence permanente. Pourtant, le contexte actuel impose de retrouver une capacité d'initiative. Prévenir plutôt que seulement réparer. Former plutôt que simplement dénoncer. Innover plutôt que subir. Construire des coalitions plutôt que travailler en silos.

C'est précisément dans cet environnement que WWoW poursuit l'action engagée depuis sa création.

Face à la polarisation croissante des conflits, à la désinformation et aux tentatives d'instrumentalisation des violences sexuelles, l'organisation refuse de déplacer la ligne rouge qu'elle s'est fixée dès l'origine.

Cette ligne rouge est celle de l'impartialité,

qui impose de documenter les faits quels que soient les auteurs et les contextes. Elle est celle de la dignité, qui place les survivantes et survivants au cœur de chaque action. Elle est celle de l'indépendance, qui garantit une expertise libre de toute pression politique ou idéologique. Elle est enfin celle de l'exigence, qui conduit WWoW à fonder chacune de ses enquêtes, de ses analyses, de ses outils et de son plaidoyer sur des méthodologies robustes et des faits vérifiés.

En 2025, malgré un contexte sécuritaire et financier particulièrement difficile, WWoW a poursuivi ses activités de documentation des violences sexuelles dans plusieurs contextes de conflit, renforcé ses partenariats avec les acteurs locaux, poursuivi le développement de BackUp, porté la voix des survivantes et survivants auprès des institutions nationales et internationales et contribué au renforcement des capacités de nombreux professionnels confrontés à ces crimes. Chacune de ces actions répond à une même conviction : lutter contre les violences sexuelles exige d'agir simultanément sur la protection, la documentation, la prévention, la justice et le renforcement des capacités locales.

Cette ambition suppose également de repenser collectivement les réponses apportées aux violences sexuelles.

WWoW plaide d'abord pour un meilleur partage des pratiques entre les contextes nationaux et internationaux. Les expériences développées depuis plusieurs décennies dans les conflits armés ont permis de faire émerger des approches dont l'efficacité est aujourd'hui démontrée. Elles doivent désormais nourrir plus largement les politiques publiques et les mécanismes de protection, au premier rang desquels l'approche centrée sur les survivantes et survivants, qui place leurs besoins, leur sécurité, leur dignité et leur consentement au cœur de toute intervention.

La prévention doit devenir un véritable investissement collectif. Agir en amont, c'est s'attaquer aux facteurs qui rendent ces violences possibles : les rapports de domination, les inégalités persistantes, les stéréotypes de genre ou encore les défaillances institutionnelles. C'est aussi renforcer durablement les capacités des institutions et former l'ensemble des professionnels appelés à accompagner les survivantes et survivants.

Enfin, l'innovation doit pleinement trouver sa place dans cette réponse. Développé par WWoW, BackUp s'inscrit dans cette ambition : mettre la technologie au service des droits humains, de la documentation des violences sexuelles et de la lutte contre l'impunité.

Les années à venir seront décisives.

Nous pouvons choisir de laisser les lignes rouges reculer progressivement jusqu'à considérer certaines violences comme inévitables. Ou nous pouvons décider collectivement qu'aucun contexte, aucune idéologie, aucun intérêt géopolitique, aucune tradition et aucune raison d'État ne justifient que les corps deviennent des champs de bataille.

WWoW continuera de tenir la sienne.

Parce que la dignité humaine ne se négocie pas.

À toutes les survivantes et à tous les survivants, je veux redire l'engagement de We are NOT Weapons of War. WWoW continuera à écouter, documenter, protéger, former, innover et porter votre voix là où elle doit être entendue.



Céline Bardet,
Présidente et fondatrice,
We are NOT Weapons of War

DATES CLÉS

JANVIER 2025

Ouverture du département Justice.

JUIN 2025

Restitution du livre blanc consacré aux violences sexuelles liées au conflit en Ukraine à la Maison du Barreau de Paris.

Intégration d'une nouvelle ergonomie et de modules informatifs à BackUp.

NOVEMBRE - DÉCEMBRE 2025

Participation de WWoW, en tant que partie civile, au procès de Roger LUMBALA devant la cour d'assises de Paris, dans le cadre d'une procédure fondée sur la compétence universelle.

MARS 2025

WWoW est membre de la délégation française et intervient dans plusieurs événements lors la 69e Commission de la condition de la femme (CSW 69) aux Nations Unies, à New York.

JUILLET- AOÛT 2025

Déploiement de BackUp online/offline et début de la collecte de témoignages au nord-est du Nigéria.

À PROPOS

L'ONG

We are NOT Weapons of War (WWoW) est une organisation non gouvernementale internationale créée en 2014 par **Céline Bardet**, juriste et enquêtrice criminelle internationale. Basée à Paris, elle est engagée dans la lutte contre les violences sexuelles liées aux conflits et aux crises.

WWoW se positionne comme une agence d'expertise et de plaidoyer, développant des solutions innovantes pour répondre aux besoins des survivantes et survivants qui portent les stigmates de ces crimes de masse, encore largement impunis. Sa singularité tient à la combinaison rare de trois approches complémentaires : la rigueur juridique et documentaire, l'ancrage opérationnel sur le terrain et le plaidoyer institutionnel au plus haut niveau.

L'organisation poursuit un objectif constant : faire reconnaître les violences sexuelles liées aux conflits, renforcer les réponses apportées aux survivantes et survivants et lutter contre l'impunité. À travers l'ensemble de ses actions, elle œuvre pour maintenir cette lutte au cœur des priorités nationales et internationales et réaffirmer le caractère universel des principes de justice, de dignité humaine et des droits fondamentaux.

WWoW structure son action autour de quatre activités :

- La **technologie** au service de la documentation, à travers le développement de **BackUp**, plateforme sécurisée permettant de collecter et de préserver les preuves des violences sexuelles liées aux conflits ;
- Le **plaidoyer**, auprès des institutions nationales et internationales pour une meilleure reconnaissance et une réponse politique plus forte face à ces crimes ;
- Le **renforcement des capacités**, par la formation des professionnels du droit, de la santé et du soutien psychosocial intervenant auprès des survivantes et survivants ;
- La **justice**, par un accompagnement judiciaire concret des survivantes et survivants et une intervention directe dans les procédures, pour lutter contre l'impunité ;

Les actions de WWoW s'inscrivent dans une vision globale qui intègre les Objectifs de développement durable (ODD) adoptés par les Nations Unies, en particulier ceux liés à la justice, à l'égalité des sexes et à la paix, avec une conviction centrale : **les violences sexuelles liées aux conflits ne sont pas une fatalité, et briser le cycle de l'impunité est possible.**

NOS VALEURS

Dignité

Toutes nos actions sont centrées sur les survivantes et survivants. Nous construisons nos réponses selon une approche locale et holistique, à partir de leurs besoins réels.

Égalité

Chaque victime, d'où qu'elle soit, doit avoir le même accès à la reconnaissance, à la protection et à la justice, sans distinction ni hiérarchie entre les violences.

Indépendance et impartialité

WWoW agit en totale indépendance, à l'abri de toute influence politique, institutionnelle ou idéologique. Cette autonomie garantit une défense sans compromis des droits fondamentaux, fondée sur le droit international, pour toutes les victimes — femmes, hommes et enfants — dans tous les contextes.

Efficacité

Nos actions s'appuient sur un réseau solide d'acteurs locaux et une remontée d'informations terrain, pour des réponses concrètes, adaptées et durables.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

We are NOT Weapons of War bénéficie de l'appui consultatif d'un conseil d'administration dont la composition est restée stable en 2025, témoignant de l'engagement durable de ses membres aux côtés de l'organisation. Le conseil réunit sept administrateurs.

Dans l'exercice de ses fonctions, le conseil contribue à formuler des avis et recommandations stratégiques sur la priorisation des projets, en s'appuyant sur une grille d'analyse pluridimensionnelle : pertinence au regard des contextes

d'intervention, capacité à répondre aux besoins émergents, soutenabilité à long terme, ancrage terrain et cohérence opérationnelle et financière.

Les orientations ainsi définies sont ensuite traduites en actions concrètes par la direction de l'ONG, puis mises en œuvre par l'équipe opérationnelle de WWoW.

En 2026, WWoW envisage la création d'un conseil de personnalités et d'experts thématiques nationaux et internationaux.



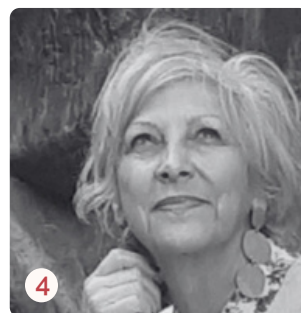
1



2



3



4



5



6



7

- 1 Céline Bardet**
Présidente et Fondatrice
- 2 Macha Rechova**
Secrétaire Générale
- 3 Pierre-Alexandre Besson**
Trésorier

- 4 Jocelyne Adriant Mebtoul**
- 5 Jérémie Chouraqui**
- 6 Anne-Gabrielle Heilbronner**
- 7 Myriam Gaëlle Masso**

Pour plus d'informations :
www.notaweaponofwar.org/gouvernance

L'ÉQUIPE

En 2025, WWoW a poursuivi le renforcement de sa structuration interne, dans la continuité des dynamiques engagées les années précédentes.

Cette trajectoire s'est traduite par la **création de nouveaux postes** comme celui de directrice du développement, occupé par Léa Roupioz, afin de lever et sécuriser les ressources de l'organisation et de garantir la pérennité de ses actions.

La collaboration entre WWoW et la graphiste Jessica Richer s'est formalisée, structurant ainsi la production des supports de communication.

Enfin, avec l'**ouverture du département dédié à la justice**, WWoW a désigné Maître Rachel Lindon en qualité d'avocate, chargée de représenter à la fois l'organisation et Céline Bardet dans son statut de présidente, renforçant les capacités de l'organisation sur les enjeux juridiques liés à son mandat.

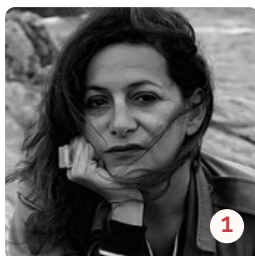
Toutefois, l'année 2025 a également été marquée par des fragilités structurelles.

La fin du projet financé par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères a entraîné une réduction brutale des ressources disponibles, conduisant à des départs au sein de l'équipe et fragilisant les capacités opérationnelles de WWoW. Cette situation découle des importantes coupes budgétaires et baisses des financements publics qui affectent directement la stabilité financière et organisationnelle des ONG, en limitant leur capacité à maintenir leurs équipes, leurs programmes et leurs engagements sur le long terme.

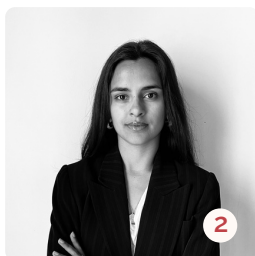
Dans ce contexte, WWoW devra, en 2026, intensifier ses efforts de mobilisation de ressources afin de garantir la sécurisation des financements, condition *sine qua non* au maintien des postes existants, à la stabilité de l'équipe et constituant le socle indispensable à la poursuite et à l'amplification de la mission de WWoW.

WWoW continue par ailleurs de mobiliser des consultants externes spécialisés selon les besoins de ses projets, tout en s'appuyant sur un réseau de points focaux locaux, essentiel à l'ancrage terrain de ses actions.

L'ÉQUIPE



1



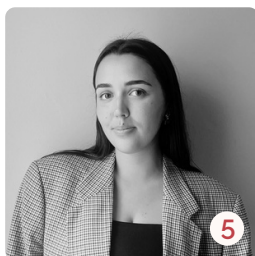
2



3



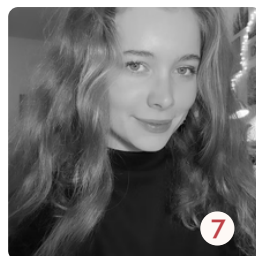
4



5



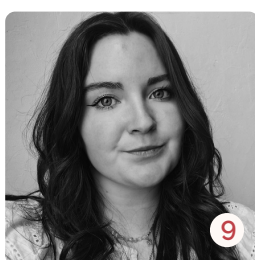
6



7



8



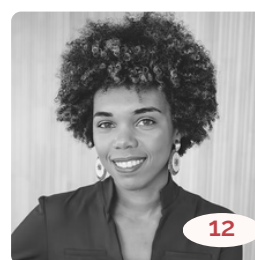
9



10



11



12

1 Céline Bardet,
présidente et fondatrice

2 Léa Darves-Bornoz,
directrice des opérations

3 Léa-Rose Stoian, consultante
et conseillère stratégique

4 Maïc Lesouef,
responsable de projet
et de BackUp

5 Manna Delaroche,
juriste et coordinatrice

6 Arthur Carle,
assistant de projet

7 Flore Siproudhis,
stagiaire - juriste

Nouvelles arrivées :

8 Léa Roupioz,
directrice du financement
et du développement

9 Perrine Chaffois,
juriste

10 Mudhafar Tawfeeq,
juriste

11 Rachel Lindon,
avocate au barreau de
Paris et de Madrid

12 Jessica Richer,
consultante graphiste



www.notaweaponofwar.org/lequipe

LES ACTIONS MENÉES

PLAIDOYER

Restitution du livre blanc Ukraine

Dans la continuité du symposium organisé à Kyiv les 25 et 26 novembre 2024, We are NOT Weapons of War a poursuivi son travail de plaidoyer en faveur de la reconnaissance et de la prise en charge des violences sexuelles liées au conflit depuis l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie en février 2022, avec la publication puis la restitution d'un livre blanc dédié à ces enjeux.

Ce document stratégique constitue l'aboutissement des réflexions, constats et recommandations formulés lors du symposium « Documenting, supporting survivors, and combating impunity – a dialogue between survivors and experts » coorganisé avec notre partenaire ukrainien, le Women's Information and Consultative Center (WICC) et Stand Speak Rise Up! (SSRU), avec le soutien du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, et notamment de l'ambassadrice pour les droits de l'Homme, **Madame Isabelle Rome**.



Publié en juin 2025, le livre blanc intitulé « **Conflict-Related Sexual Violence in Ukraine: Where Are We Now?** » s'appuie sur des témoignages de survivantes et survivants, des entretiens d'experts, des recommandations juridiques et politiques, ainsi que des outils pratiques pour mieux documenter ces crimes. Il contribue également à **mettre en lumière la question encore taboue du viol des hommes**.

Ce livre blanc s'inscrit dans un plaidoyer durable puisqu'il constitue aujourd'hui un **document de référence** auprès des acteurs nationaux et internationaux travaillant en Ukraine. Il contribue à une meilleure compréhension des violences sexuelles liées aux conflits et formule des recommandations concrètes pour renforcer les interventions de prévention et de protection et les actions judiciaires.

Le 19 juin 2025, à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence sexuelle en temps de conflit, WWoW a organisé la **restitution officielle et publique** du document à la Maison du Barreau de Paris, en présence de l'ambassadrice pour les droits de l'Homme, Madame Isabelle Rome, et de la vice-bâtonnière du barreau de Paris, Vanessa Bousardo. Cet événement a permis de **promouvoir des outils concrets de réponse aux violences sexuelles liées aux conflits, de consolider les coopérations engagées en Ukraine et d'encourager une mobilisation continue face aux enjeux de justice**. Nous souhaitons également remercier vivement Madame Nora Busigny, qui a accepté, pro bono, de modérer les débats.



Pour consulter le livre blanc :

https://www.notaweaponofwar.org/_files/ugd/130d47_a87678ca14284547b6613a49914154d8.pdf



Plaidoyer national et international

En 2025, We are NOT Weapons of War a poursuivi ses actions de plaidoyer sur les violences sexuelles liées aux conflits et aux crises afin de **sensibiliser à cette problématique, d'amplifier la voix des survivantes et survivants et de renforcer les mécanismes de prévention, de documentation, de justice et de résilience.**

L'organisation occupe une place croissante dans les réflexions portant sur les violences sexuelles liées aux conflits et aux crises. À travers ses différentes interventions, elle a articulé son action autour de plusieurs enjeux majeurs : l'utilisation de la violence sexuelle comme arme de guerre, les inégalités de genre exacerbées par les conflits et les crises, la protection des populations sur les routes migratoires, la justice internationale et la lutte contre l'impunité, le rôle des femmes dans les processus de paix, ainsi que les liens entre nouvelles technologies, intelligence artificielle et lutte contre ces violences.



Céline Bardet, membre de la délégation française, à la CSW69.



Céline Bardet, lors du side-event organisé par le World Jewish Congress, à l'occasion de la CSW69.

L'année 2025 a été marquée par un **renforcement significatif de la présence de We are NOT Weapons of War dans les enceintes institutionnelles, tant au niveau national qu'international, confirmant la position d'organisation experte** de WWoW dans les débats liés aux violences sexuelles dans les conflits et les crises.

Sur la scène internationale, WWoW est intervenue à plusieurs reprises dans les enceintes onusiennes. Elle a notamment participé pour la deuxième année consécutive à la **Commission de la condition de la femme des Nations Unies (CSW69)** à New York, en tant que membre de la délégation française. Par les interventions de sa présidente et fondatrice, Céline Bardet, l'organisation a rappelé les enjeux liés à la documentation des crimes de violences sexuelles en contexte de conflit et de crise, notamment dans le cadre des événements du 7 octobre 2023, ainsi que les obstacles qui entravent l'accès à la justice pour les survivantes et survivants. Céline Bardet est intervenue dans **plus de huit panels** lors de cette CSW69 et a tenu, avec Léa Darves-Bornoz, **plus d'une vingtaine de rendez-vous** avec notamment la Directrice exécutive du Comité contre le terrorisme (DECT), le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, Madame Pramila Patten, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ou encore l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC).

WWoW a également participé à un événement à l'initiative de l'**Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR)**, en collaboration avec le *Mémorial du génocide de Kigali* et *Generative AI for Good*. À Genève, les échanges ont porté sur le rôle que peut jouer l'intelligence artificielle dans la consolidation de la paix, ainsi que sur son potentiel pour amplifier la voix des survivantes et survivants de violences sexuelles liées aux conflits.

Au cours de l'année, WWoW a pris part à plusieurs **sommets et forums internationaux**. Elle s'est rendue à Erbil pour participer au **Kurdistan National Prayer Breakfast Summit**, ainsi qu'au premier forum de **Voix des Femmes Sans Frontières**, un réseau réunissant une centaine de femmes journalistes, dont la première édition était intitulée « Croisement des voix féminines : Droits Humains, Changement Climatique et IA ». À Paris, sous le patronage de la présidente de la délégation aux droits des femmes du Sénat, Madame Dominique Vérien, l'organisation a eu l'honneur d'intervenir lors de la **deuxième Coalition mondiale contre l'utilisation de la violence sexuelle comme arme de guerre, organisée par ELNET** (*European Leadership Network*). Elle a également assisté à une conférence organisée par le collectif **Les Bâtonnières du Monde** sur le thème « Changer le monde ensemble : le droit comme levier », ainsi que la 20e édition du **Women's Forum**, dont WWoW est partenaire, consacrée au thème du courage, une valeur essentielle pour défendre les droits fondamentaux, résister à l'injustice et façonner un avenir plus juste. Enfin, à l'occasion de la Journée internationale de l'éducation, WWoW a participé au festival **Learning Planet**, en partenariat avec l'**UNESCO**, qui réunissait des participants de 193 pays. Elle est intervenue lors de la table-ronde « Générations unies pour la Paix », notamment aux côtés d'Adeline Hazan, présidente d'UNICEF France et d'Hanna Assouline, fondatrice des *Guerrières de la Paix*.



Léa Darves-Bornoz aux Rendez-vous de la Diplomatie des Territoires en novembre 2025.



Léa Darves-Bornoz, à la Nuit des Idées organisée au Quai d'Orsay en novembre 2025.

Au niveau national, WWoW a multiplié les interventions auprès des institutions publiques françaises, portées notamment par Céline Bardet et Léa Darves-Bornoz.

L'organisation a pris part à la Nuit des Idées au **Quai d'Orsay** et aux Rendez-Vous de la Diplomatie des Territoires **au Sénat**, qui réunissaient des représentants de l'État, du Sénat et des collectivités afin d'analyser leurs contributions respectives aux politiques de soutien aux droits des femmes menées sur la scène internationale. L'organisation a également eu l'honneur d'être invitée à un **dîner consacré aux violences sexuelles liées aux conflits**, organisé par le Sénat, à l'initiative de la sénatrice Olivia Richard, aux côtés de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, Madame **Pramila Patten**, et de l'ambassadrice pour les droits de l'Homme, Madame **Isabelle Rome**.



Céline Bardet et Léa Darves-Bornoz au dîner organisé par le Sénat, consacré aux violences sexuelles liées aux conflits.

À l'**Assemblée nationale**, WWoW a contribué à une table-ronde réunissant plusieurs associations féministes, ainsi qu'à un colloque organisé par **Stand Speak Rise Up! (SSRU)**, en présence de la ministre déléguée chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la Lutte contre les discriminations, Madame Aurore Bergé.

WWoW a participé aux réflexions lors de la **4e Conférence ministérielle des diplomaties féministes**, portant auprès des parlementaires français, une analyse critique de la mise en œuvre de cette diplomatie.

WWoW est intervenue **auprès d'institutions judiciaires**, dont le tribunal judiciaire de Moulins-sur-Allier, et **d'acteurs du réseau diplomatique français à l'étranger**. WWoW a ainsi pris part aux échanges organisés par **l'Institut Français dans le cadre des Dialogues européens en Bosnie-Herzégovine**. À cette occasion, la présidente et fondatrice de WWoW, Céline Bardet, s'est exprimée sur les enjeux liés au viol de guerre, ainsi que sur les défis de la justice transitionnelle et les mécanismes permettant de restaurer la confiance au sein des sociétés marquées par les conflits.



Céline Bardet, à l'occasion de la Journée internationale des droits humains en décembre 2025.



Céline Bardet, lors de la conférence organisée par la Ville de Paris et Les Guerrières de la Paix en avril 2025.

À plusieurs reprises, WWoW a été invitée par la **Ville de Paris** à prendre part à des conférences de haut niveau. La première, coorganisée avec les Guerrières de la Paix, intitulée « **Les villes au défi de la paix** », réunissait en avril 2025 des maires du monde entier et des activistes des sociétés civiles israélienne et palestinienne. Céline Bardet y a parlé du rôle des femmes dans la résolution des conflits. La seconde, en partenariat avec le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général sur la violence sexuelle dans les conflits, Bibliothèques Sans Frontières (BSF) et l'Université Côte d'Azur, était consacrée à la prévention, la protection et la réparation des survivantes et survivants de violences sexuelles liées aux conflits. Elle s'est tenue en novembre en présence de l'avocate de WWoW, **Maître Rachel Lindon**, de l'ancienne Procureure de la Cour pénale internationale, Madame **Fatou Bensouda**, et de la représentante spéciale des Nations Unies pour les violences sexuelles liées aux conflits, Madame **Pramila Patten**.

L'ONG a aussi été invitée par la **Ville de Lyon** à l'occasion de la Journée internationale des droits humains, aux côtés du prix Nobel de la paix 2022, **Oleksandra Matviitchuk**.



Céline Bardet, lors de la journée organisée par SSRU et le Groupe SOS en novembre 2025.

À l'occasion de la **Journée internationale pour l'élimination des violences faites aux femmes**, WWoW a participé à l'après-midi de conférences porté par *Humanity Diaspo*, aux côtés de représentants d'ONU Femmes France et du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Elle a également pris part à la rencontre initiée par le *Groupe SOS* et *Stand Speak Rise Up!* dédiée aux violences sexuelles dans le parcours migratoire. Cet engagement s'est prolongé par la publication d'un **livre blanc**, intitulé « Femmes en situation d'exil : de la violence à la résilience », auquel WWoW a contribué.

Ces différents espaces de dialogue, de plaidoyer et de réflexion contribuent au renforcement de la coopération entre

WWoW, ses partenaires institutionnels et les autres acteurs engagés de la société civile et sont essentiels à la construction de réponses communes pour lutter contre les violences sexuelles liées aux conflits.

Une voix qui inspire et rassemble

L'expertise développée par WWoW suscite un intérêt croissant auprès des professionnels, des institutions, mais aussi du monde académique. Chaque année, l'organisation est sollicitée par de nombreux étudiants et chercheurs souhaitant approfondir leurs travaux et mémoires sur les violences sexuelles liées aux conflits, témoignant de l'influence et de la place croissante de WWoW dans la transmission des connaissances et la formation d'une nouvelle génération d'acteurs engagés. Cette reconnaissance se traduit également par de nombreuses invitations adressées à l'organisation pour intervenir dans des universités afin de sensibiliser les futurs professionnels aux enjeux des violences sexuelles liées aux conflits. En 2025, WWoW a participé à *La Fabrique de la Diplomatie*, événement organisé par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, contribuant au dialogue entre professionnels et jeunes générations sur les grands enjeux internationaux.

+ 50

événements investis en 2025

+ 15

prises de parole stratégiques

En 2025, WWoW a porté son expertise dans plus d'une cinquantaine d'événements, dont une quinzaine de prises de parole stratégiques auprès d'instances nationales et internationales de premier plan. Cet engagement a contribué à renforcer l'influence de l'organisation et à consolider son positionnement comme acteur de référence dans la lutte contre les violences sexuelles liées aux conflits et aux crises, ainsi que dans le plaidoyer qui y est lié, et à renforcer l'expertise qui lui est reconnue aujourd'hui auprès des décideurs et des acteurs engagés.

Amplification du plaidoyer via les réseaux sociaux

En 2025, WWoW a considérablement renforcé sa présence et sa réactivité sur les réseaux sociaux. Cette montée en puissance a été rendue possible grâce à la mise en place d'une **veille régulière sur l'actualité** relative aux violences sexuelles liées aux conflits, aux droits humains et à la justice internationale, ainsi qu'à la **structuration progressive des processus de communication** de l'organisation. Cette dynamique s'est également appuyée sur la consolidation d'une équipe dédiée à la production et à la diffusion des contenus.

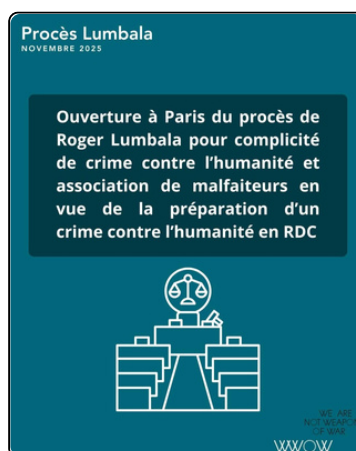
WWoW utilise principalement deux canaux de communication : Instagram et LinkedIn, qui permettent de toucher à la fois le grand public, les professionnels du secteur, les décideurs institutionnels et les acteurs de la société civile.

À travers ses publications, l'organisation couvre un large éventail de sujets liés aux droits humains, aux violences sexuelles dans les contextes de conflit et de crise, ainsi qu'aux grands procès, enquêtes et décisions

de justice présentant un intérêt pour la lutte contre l'impunité.

WWoW apporte une analyse juridique et contextuelle de ces événements afin de rendre l'information accessible au plus grand nombre, de sensibiliser les publics à ces enjeux souvent méconnus et de favoriser une meilleure compréhension des mécanismes de violence et de justice. L'organisation veille également à traiter l'actualité avec **impartialité** et **rigueur**, sans distinction de pays, de communautés ou de groupes concernés. Cette approche contribue à renforcer la crédibilité de son plaidoyer et à promouvoir une lecture fondée sur les faits, les droits et les besoins des victimes.

Grâce à cette stratégie de communication structurée, l'organisation a **renforcé sa visibilité, élargi son audience de 25 % et consolidé son positionnement** en tant qu'acteur de référence sur les questions de violences sexuelles liées aux conflits, de justice internationale et de défense des droits humains. Cette présence accrue contribue directement aux objectifs de sensibilisation, de mobilisation et d'influence portés par WWoW. En 2025, les posts ont cumulé plus de 250 000 vues et été partagés plus de 800 fois.



Interventions médiatiques

Tout au long de l'année, W/WoW a porté la voix des survivantes et survivants et apporté son expertise dans les médias, à travers plus d'une vingtaine d'interventions médiatiques. Parmi ces interventions figurent notamment :

Podcasts et radio



Ted en Français, « Faire face aux violences sexuelles en temps de guerre », 13 janvier 2025.



France Culture, « Comment récolter les preuves des crimes commis en Syrie ? », 7 mars 2025.



What Came After, « Why do you need to humiliate people this way? », 22 juin 2025.



France Inter, « Le viol, crime de guerre parfait impuni avec Céline Bardet, juriste », 8 octobre 2025.



RTS, « "Le viol de guerre n'est pas une fatalité" : interview de Céline Bardet, enquêtrice internationale », 17 octobre 2025.



RFI, « Céline Bardet : Les violences sexuelles sont utilisées dans tous les conflits », 25 novembre 2025.



France Culture, « Le viol, arme de guerre à déflagration multiple », 29 novembre 2025.

Émissions TV



C Ce Soir (France Télévisions), « Quel rôle pour la France dans la résolution du conflit à Gaza ? », 14 mai 2025.



Points de Vue (Le Figaro), « Viols de guerre : une arme devenue systématique ? Le point de vue de Céline Bardet », 5 novembre 2025.

Presse



La Montagne, « Le viol, une arme comme une autre dans les guerres ? », 21 mai 2025.



Ouest France, « La violence sexuelle en guerre n'est pas une pulsion, mais un crime de guerre », 20 septembre 2025.



Le Nouvel Obs, « Le viol de guerre n'est pas une pulsion sexuelle mais une prise de pouvoir », 30 septembre 2025.



La Croix, « "Le bruit du monde me fait un peu trop mal certains jours" : le viol, une "arme fatale" dans les conflits », 2 octobre 2025.



Le Point, « Le viol, c'est, hélas, le crime de guerre parfait », 2 octobre 2025.



Franc-Tireur, « Entretien avec Céline Bardet, fondatrice de l'ONG We are NOT Weapons of War : "Le viol est une arme" », 15 octobre 2025.

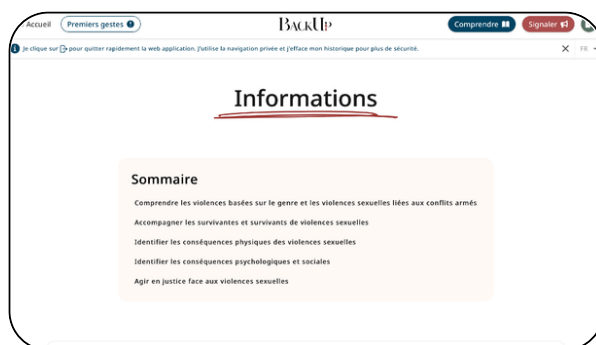
BACKUP

LA TECHNOLOGIE POUR SIGNALER ET DOCUMENTER LES VIOLENCES SEXUELLES LIÉES AUX CONFLITS

Au cours de l'année 2025, W/WoW a continué la mise en œuvre de son projet dans le nord-est du Nigéria, en partenariat avec Bibliothèques Sans Frontières (BSF) et l'organisation nigériane Grassroots Researchers Association (GRA). Ce projet, financé par le **Centre de crise et de soutien** (CDCS) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE), prévoyait le développement et le déploiement des technologies et contenus contextualisés afin de prévenir et mieux documenter les violences sexuelles dans la région, de lutter contre la stigmatisation associée à ces crimes et d'améliorer la prise en charge des survivantes et survivants.

Sur le plan technique, W/WoW et BSF ont finalisé le développement de BackUp dans une **version « hors ligne »** permettant à l'outil d'être utilisé dans des contextes peu ou pas connectés. L'une des avancées majeures de cette année 2025 est la **refonte complète** de la web application BackUp, aussi bien au niveau de l'interface que de ses fonctionnalités. Avec son partenaire technique, Intech Lux, W/WoW a **repensé l'ergonomie et l'interface** de son outil afin de le rendre accessible à un public plus vulnérable. L'organisation a aussi travaillé au développement de **contenus informatifs** en réponse aux besoins identifiés sur le terrain et en s'appuyant sur l'expertise des équipes de W/WoW. Ces nouveaux modules permettent aux utilisatrices et utilisateurs de BackUp d'accéder à des informations claires, accessibles et pratiques sur les violences sexuelles liées aux conflits, contribuant ainsi à une meilleure compréhension des droits et des mécanismes de prise en charge.

Grâce à cette version améliorée, BackUp évolue au-delà d'un outil de signalement et de documentation pour devenir un véritable outil d'information et d'accompagnement, plaçant les survivantes et survivants au cœur du dispositif et renforçant leur capacité à prendre des décisions éclairées.



En parallèle des développements techniques, des **groupes de discussion mensuels** ont été organisés dans les communautés de l'État de Borno, réunissant survivantes, femmes leaders et représentants communautaires. Ces échanges visaient à sensibiliser aux violences sexuelles liées aux conflits, à en améliorer la compréhension et à réduire la stigmatisation, tout en présentant les outils développés. Ils offrent également des espaces de parole sécurisés et de confiance.

Par ailleurs, WWoW et GRA ont **renforcé les capacités des acteurs locaux** (organisations de la société civile, leaders communautaires et institutions) afin de constituer un réseau capable de mener des actions de sensibilisation et de diffusion de l'outil BackUp, dans le respect des principes éthiques de l'intervention.

À partir de juillet, **la version en ligne de BackUp a été déployée au sein des communautés de Maiduguri et de ses alentours**, et, en octobre, la version "hors-ligne" intégrée aux Ideas Cube de BSF a été déployée dans les États d'Adamawa et Yobe. L'approche graduelle et communautaire adoptée par WWoW et GRA a permis de consolider le lien de confiance avec les bénéficiaires, comme en témoigne **la collecte de plus de 580 témoignages en l'espace de quelques mois**.

Grâce à cette collecte de données fiables et rapides, le projet alimentera en 2026 un plaidoyer aux niveaux national et international, visant à influencer les politiques humanitaires et à renforcer les stratégies de prévention, de prise en charge et de réponse aux violences sexuelles liées aux conflits.





Les retours et constats sont unanimes quant aux premiers impacts positifs du projet, notamment :

- Une réduction observée de la stigmatisation ;
- L'identification de nouveaux cas de violences sexuelles liées aux conflits ;
- Une diminution du traumatisme chez les personnes accompagnées ;
- Une meilleure compréhension des crimes et des mécanismes de prise en charge ;
- Le renforcement de la solidarité et du sentiment d'unité entre survivantes et survivants ;
- Un fort niveau de confiance accordé à BackUp, perçu comme un outil sécurisé, confidentiel et accessible sans intermédiaire.

Le projet financé par le Centre de crise et de soutien arrivant à son terme en décembre 2025, WWoW a sécurisé des financements supplémentaires auprès de la **Fondation RAJA-Danièle Marcovici** et de **Stand Speak Rise Up!** (SSRU) afin d'assurer la continuité des services et la prise en charge holistique des survivantes identifiées via BackUp. Ces fonds ont permis le **recrutement d'une chargée de santé mentale et de soutien psychosocial** et l'**ouverture d'un espace sûr** à Maiduguri, où les survivantes peuvent bénéficier d'un soutien psychosocial. Ils ont également facilité la mise en place de dossiers de suivi pour les personnes identifiées, afin d'améliorer leur orientation vers les services d'urgence appropriés.



Lien BackUp :

<https://portal-backup.cleverapps.io>



Déployé au nord-est du Nigéria, le projet a permis en 2025 de renforcer la documentation des violences sexuelles liées aux conflits, d'améliorer l'accès des survivantes et survivants aux dispositifs d'accompagnement et de consolider la capacité des acteurs locaux.

Les résultats clés du projet au Nigéria :

15 communautés sensibilisées à BackUp et aux violences sexuelles liées aux conflits (CRSV) ;

580 témoignages sécurisés via BackUp ;

85 survivantes prises en charge et suivies par une psychologue ;

Plus de **150 acteurs locaux formés** aux enjeux liés aux CRSV.

EXPERTISE ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

WWoW se positionne comme une organisation d'expertise, mettant ses compétences au service des institutions, des agences de développement et des acteurs de la société civile. Son approche repose à la fois sur une solide expérience de terrain et sur une compréhension approfondie des enjeux géopolitiques, sociétaux et juridiques.

L'organisation dispense des formations portant sur la la compréhension des violences sexuelles en contexte de conflit, leurs conséquences, leurs enjeux juridiques, ainsi que les réponses à apporter aux survivantes et survivants.

Des **formations opérationnelles** ont été menées auprès d'**acteurs nationaux et internationaux**, notamment auprès du Comité international de la Croix-Rouge, de l'association *Dessine-Moi un Mouton* et d'organisations du Cluster Violences basées sur le genre au Nigéria. Elles ont porté sur l'accompagnement des survivantes et survivants, les bonnes pratiques en matière de prise en charge ainsi que sur les enjeux de prévention, de documentation et de justice.

En 2025, WWoW a formé plus de 500 acteurs engagés dans la prévention, l'accompagnement et la protection des survivantes et survivants de violences sexuelles liées aux conflits, contribuant au renforcement de leurs capacités. Cette dynamique confirme et renforce le statut de WWoW comme organisation de référence dans le partage d'une expertise spécialisée sur ces enjeux.



Formation dispensée par WWoW auprès d'une centaine de professionnels des secteurs sanitaire, social et médico-social lors du colloque annuel de l'ONG Dessine-moi un Mouton.

WWoW a également mobilisé son expertise dans les **espaces de décision nationaux**, où l'organisation a été régulièrement sollicitée par les institutions françaises, dont le Sénat et l'Assemblée nationale. Elle a ainsi contribué à l'élaboration du **4e Plan national d'action pour la mise en oeuvre de la résolution Femmes, Paix et Sécurité (2026-2030)**, aux côtés du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

Par ailleurs, l'organisation a renforcé sa présence au sein des **principales enceintes de dialogue et de décision européennes et internationales**. En décembre 2025, Céline Bardet, en tant qu'experte, a ainsi pris part aux travaux du **Groupe consultatif du Conseil de l'Europe sur les enfants d'Ukraine**. Elle a contribué aux réflexions et aux recommandations relatives à la documentation des crimes, à la protection des civils, en particulier des enfants, affectés par le conflit, ainsi qu'aux mécanismes de justice et de responsabilisation.

Au cours de l'année, les équipes de WWoW ont contribué à la diffusion des connaissances sur les violences sexuelles liées aux conflits, à travers la **publication de plus de 20 articles et analyses, l'élaboration du livre blanc Ukraine** et la contribution à un **second livre blanc consacré aux violences sexuelles dans les parcours migratoires** « Femmes en exil : de la violence à la résilience, accompagner l'après ». En parallèle, l'organisation a apporté son expertise dans **deux ouvrages collectifs**. La présidente et fondatrice de WWoW, Céline Bardet, a publié un ouvrage, **Le bruit du monde me fait un peu trop mal certains jours**, participant au rayonnement de l'expertise portée par WWoW. Enfin, l'organisation a participé à des prises de parole publiques, notamment à travers une **tribune** publiée en novembre 2025 dans *Libération*, « Violences faites aux femmes, le silence des États ».



Tribune publiée dans *Libération* le 17 novembre 2025.

L'équipe de WWoW a rédigé un chapitre de l'ouvrage collectif : EROOGA Marcus, REEVES Steve, *When Vulnerability Meets Power: Safeguarding in the International Aid and Development Sector*, ainsi que d'un autre ouvrage collectif qui paraîtra début 2026 : LACAMBRE Mathieu, *Violences, Évaluation, prise en charge et prévention*.

Violence sexuelle et reproductive à Gaza depuis le 7 octobre 2023 : Retour sur le rapport de la Commission d'enquête internationale



« Violence sexuelle et reproductive à Gaza depuis le 7 octobre 2023 : Retour sur le rapport de la Commission d'enquête internationale », par **Flore Siproudhis**, publié sur le blog de WWoW le 26 juin 2025.



« Le viol comme arme de guerre : une stratégie délibérée, au cœur des conflits contemporains », par **Léa Darves-Bornoz**, publié dans la revue *Diplomatie*.



Le bruit du monde me fait un peu trop mal certains jours, par **Céline Bardet**, aux éditions Studio Fact. Dans ce livre, elle revient sur ses années de lutte contre ces violences, son combat pour la

justice, et surtout, elle redonne la voix à celles et ceux que, trop souvent, le système tente d'invisibiliser.

DÉPARTEMENT JUSTICE

En début d'année, WWoW a ouvert son département Justice, dont l'objectif est de renforcer l'action judiciaire de l'organisation, notamment en matière de lutte contre l'impunité liée à ces crimes.

WWoW a développé une expertise spécifique sur l'identification, la documentation et l'analyse des violences sexuelles en contexte de conflit et capitalise sur cette expertise pour former les professionnels – juges, procureurs, enquêteurs, agents pénitentiaires – aux spécificités de ces violences et aux enjeux de leur judiciarisation. De ce fait, en 2025, **WWoW a intensifié ses activités de formation, notamment auprès des professionnels nationaux des secteurs du droit, de la sécurité et de la justice.**

L'organisation est intervenue auprès des **Services pénitentiaires d'insertion et de probation** (SPIP) du 95, de l'**École nationale de la magistrature** (ENM), du **parquet national antiterroriste** (PNAT) sur des sujets couvrant les cadres juridiques de protection des droits humains, les instruments juridiques définissant les violences sexuelles liées aux conflits, les éléments constitutifs des crimes internationaux, les conséquences des violences sur les victimes, ainsi que les techniques et bonnes pratiques de conduite des entretiens. Elle a également travaillé sur des formations à destination des juges de l'asile de la **Cour nationale du droit d'asile**.

Au niveau international, elle a formé des **procureurs libyens et ukrainiens** aux enquêtes sur les violences sexuelles en contexte de conflit armé, dans la continuité du symposium organisé à Kyiv en novembre 2024, ainsi que des professionnels du droit dans le cadre du colloque organisé par le Service du magistrat de liaison régionale en Afrique de l'Ouest sur la poursuite des crimes internationaux de genre.

L'ouverture de ce département Justice a aussi été concrétisée par la participation de WWoW à l'une des procédures judiciaires majeures de 2025 : le procès en compétence universelle de **Roger Lumbala**, ancien président du groupe politico-militaire Rassemblement congolais pour la démocratie-nationale (RDC-N). C'est la première fois qu'un ressortissant congolais est jugé en France pour les crimes commis durant la seconde guerre du Congo (1998-2003).

Au-delà de la couverture du procès et de la communication régulière sur son évolution, **WWoW s'est constituée partie civile** et a été représentée par **Maitre Rachel Lindon**.

L'objectif était triple :

- Mettre en lumière l'utilisation systématique des viols et violences sexuelles comme arme de guerre, notamment dans le contexte congolais ;
- Apporter son soutien aux victimes ;
- Soutenir que Roger Lumbala est pénalement responsable des crimes dont il est accusé.

À cet effet, la présidente et fondatrice de WWoW, Céline Bardet, a témoigné devant la Cour pour attirer l'attention sur les limites de l'appréhension judiciaire des violences sexuelles et rappeler que le viol est utilisé comme une arme de guerre stratégique, en particulier dans le contexte congolais.

Roger Lumbala a été condamné le 15 décembre 2025 à 30 ans de réclusion criminelle pour complicité de crimes contre l'humanité : parmi les chefs d'accusation, figurent le viol constitutif de torture et d'actes inhumains ainsi que la réduction en esclavage sexuel.

En 2025, WWoW a contribué à renforcer les acteurs en première ligne dans la lutte contre les violences sexuelles liées aux conflits et aux crises, en transmettant son expertise et en développant leurs capacités. WWoW a :

- **Mené plus d'une quinzaine de formations**, auprès d'acteurs judiciaires, institutionnels, humanitaires et de la société civile ;
- **Formé plus de 1 000 professionnels et acteurs de terrain**, dont des magistrats, procureurs, enquêteurs, juges, représentants des forces de sécurité, professionnels pénitentiaires, professionnels du milieu médical et psychosocial, organisations de la société civile, leaders communautaires ;
- **Accompagné près de 10 organisations et structures locales** dans l'amélioration de leurs pratiques en matière de documentation, de prise en charge et d'orientation des survivantes et survivants ;
- **Renforcé les capacités d'acteurs issus de 10 pays différents**, contribuant à diffuser des pratiques communes et à améliorer les réponses apportées aux violences sexuelles liées aux conflits et aux crises.

JUSTICE



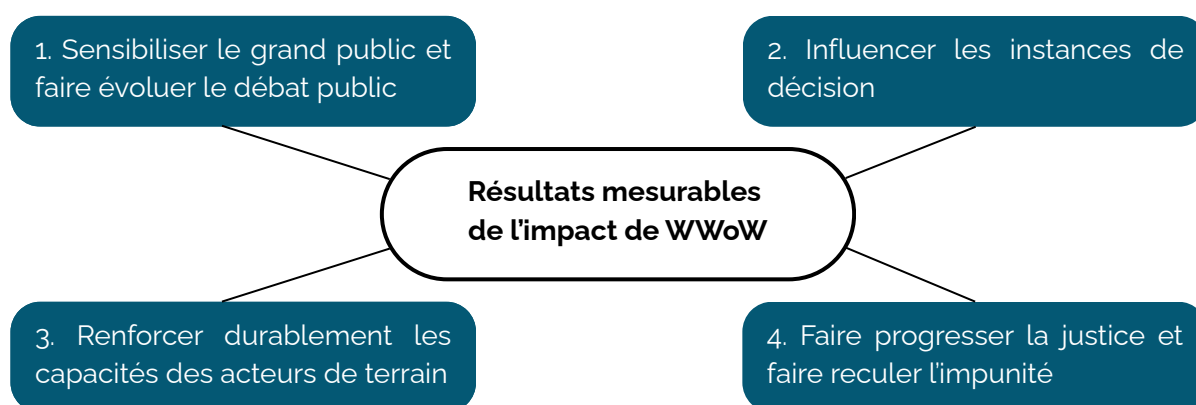
BILAN D'IMPACT DE WWOW

Une expertise reconnue et un impact durable

Depuis sa création, WWoW oeuvre à faire reconnaître les violences sexuelles liées aux conflits comme des crimes internationaux nécessitant des réponses adaptées, coordonnées et centrées sur les survivantes et survivants. Au fil des années, l'organisation a développé une expertise unique à l'intersection de la justice internationale, de la documentation des crimes et de l'accompagnement des acteurs de terrain, s'imposant aujourd'hui comme un acteur de référence dans ce domaine.

Cette expertise, régulièrement sollicitée par des institutions nationales et internationales, contribue à faire évoluer durablement les pratiques, à renforcer les capacités et à améliorer la manière dont ces violences sont comprises, documentées, prises en charge et poursuivies.

En 2025, le plaidoyer et les actions opérationnelles de WWoW ont produit des **résultats mesurables à quatre niveaux complémentaires** :



Les indicateurs présentés ci-dessous, accompagnés de leur lecture d'impact, rendent compte de cette dynamique.

1,5 million de personnes sensibilisées aux violences sexuelles liées aux conflits	50 à 70 États touchés grâce au plaidoyer de WWoW à l'ONU, à l'UE et dans les espaces de dialogue internationaux	1 000 professionnels formés dans plus de 10 pays
---	---	---

1. Sensibiliser le grand public

1.1 La sensibilisation de masse : imposer le sujet dans le débat public

+ 1,5 millions

personnes exposées au plaidoyer de WWoW en 2025

+ de 20 interventions médiatiques

France Inter • France Culture • France Télévisions • RFI • Le Nouvel Obs...

En 2025, plus de 1,5 million de personnes ont été exposées au plaidoyer de WWoW à travers plus de vingt interventions dans des médias de premier plan : France Inter, France Télévisions, France Culture, Radio Télévision Suisse (RTS), Radio France internationale (RFI), Le Nouvel Obs, La Croix et Le Point. La même année, la présidente et fondatrice de WWoW, Céline Bardet, a publié *Le bruit du monde me fait un peu trop mal certains jours*, un ouvrage consacré à son combat contre le viol de guerre et qui contribue à porter ces enjeux auprès d'un public encore plus large. Il a été distingué par le Prix Montluc en 2026.

Chaque prise de parole poursuit le même objectif : rendre intelligibles des crimes complexes, rappeler le droit applicable et porter la voix des survivantes et survivants.

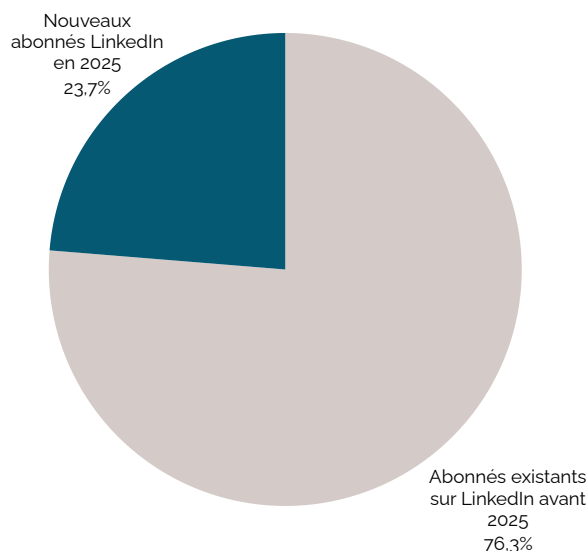
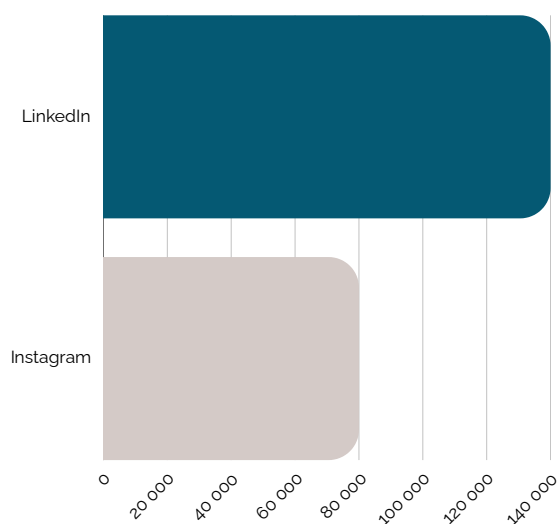
Ce que ces chiffres signifient.

Une audience de 1,5 million de personnes démontre que WWoW réussit à imposer les violences sexuelles liées aux conflits au cœur du débat public, au-delà du cercle des spécialistes. C'est la condition pour que le sujet pèse durablement sur les agendas politiques : une opinion informée renforce la capacité collective à exiger des réponses politico-judiciaires et rend l'inaction plus coûteuse pour les décideurs.

1.2 L'audience numérique : une communauté qualifiée et mobilisée

La présence numérique de WWoW, structurée autour de LinkedIn et d'Instagram, a fortement progressé, avec plus de 220 000 vues et impressions cumulées sur l'année. Sur LinkedIn, les publications de l'organisation ont généré 140 000 impressions et enregistré un taux d'engagement de 25 %. Par ailleurs, la communauté a gagné 1 100 abonnés, soit une croissance de près de 25 % sur l'année. Sur Instagram, les contenus ont cumulé 80 000 vues auprès d'une communauté de 1 850 abonnés.

220 000 vues et impressions en 2025 :



Ce que ce chiffre signifie.

Un taux d'engagement de 25 % — soit huit à vingt-cinq fois supérieur aux standards du secteur — indique que l'audience de WWoW n'est pas passive : elle est composée de professionnels du droit, d'institutionnels et d'acteurs engagés qui lisent, commentent et relaient activement l'expertise juridique de l'organisation. Pour un bailleur, cela signifie que chaque contenu financé est démultiplié par une communauté qualifiée, au plus près des cercles de décision.

2. L'influence politique : un accès direct aux instances de décision

3 niveaux d'influence

International • Européen • National

+ de 50 États touchés

Un dialogue engagé avec les représentants gouvernementaux de plus de cinquante États.

+ de 15 conférences au niveau international

En 2025, WWoW a échangé avec des représentants de plus de cinquante États, portant les enjeux des violences sexuelles liées aux conflits dans les espaces de dialogue nationaux et internationaux. Elle a notamment renforcé sa présence dans les enceintes onusiennes. Pour la deuxième année consécutive, WWoW a participé à la Commission de la condition de la femme des Nations Unies (CSW69) à New York, en tant que membre de la délégation française.

L'organisation est intervenue dans plus de huit panels et a tenu plus d'une vingtaine de rendez-vous bilatéraux, notamment avec le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour les violences sexuelles liées aux conflits, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme (DECT).

WWoW a également consolidé son influence auprès des plus hautes institutions internationales, européennes et nationales.



ONU

Membre de la délégation française à la CSW69.



Conseil de l'Europe

Expertise apportée aux travaux du Groupe consultatif sur les enfants d'Ukraine (CGU).



France

Contribution au 4e Plan national Femmes, Paix et Sécurité.

Ce que ces chiffres signifient.

Ces indicateurs mesurent un actif rare pour une organisation de cette taille : l'accès direct aux instances où s'élaborent les politiques publiques globales. WWoW n'y est pas spectatrice mais contributrice — sa voix est sollicitée et écoutée au plus haut niveau pour orienter les réponses apportées aux violences sexuelles liées aux conflits.

3. L'impact systémique : des compétences et des preuves qui restent

1 000 + professionnels formés

Justice • Sécurité • Prise en charge

150 + acteurs locaux formés

au Nigéria

L'impact de WWoW ne se mesure pas seulement en audience, mais dans les capacités durablement renforcées. En 2025, l'organisation a formé 1 000 professionnels de terrain — magistrats, procureurs, enquêteurs, humanitaires et soignants — aux spécificités des violences sexuelles liées aux conflits, de leur identification à leur judiciarisation. Dans le cadre du projet mené au Nigéria, plus de 150 acteurs locaux ont été formés.

Ce que ces chiffres signifient.

La formation est l'investissement à l'effet multiplicateur le plus fort : chaque professionnel formé continue d'appliquer et de transmettre ces compétences bien après la fin de l'action, dans ses dossiers, son institution et son pays. En transmettant son expertise, WWoW démultiplie durablement sa capacité d'action mondiale.

Au Nigéria, les acteurs locaux ont notamment été formés à l'utilisation de BackUp et aux enjeux liés à une prise en charge éthique et confidentiel. En quelques mois seulement, l'outil BackUp a permis de sécuriser 580 témoignages dans le nord-est du pays.



Formation des acteurs locaux au Nigéria avec GRA, partenaire local de WWoW, en octobre 2025.

Ce que ce chiffre signifie.

Ce résultat valide à la fois la fiabilité technique de l'outil et la méthode communautaire qui accompagne son déploiement : par la sensibilisation et la formation, les populations locales accordent à BackUp un niveau de confiance élevé, le percevant comme sécurisé, confidentiel et accessible sans intermédiaire. Chaque témoignage recueilli est chiffré et préservé dans des conditions garantissant son intégrité, constituant une base de preuves exploitables pour les futurs procès et un socle de données fiables pour le plaidoyer.

4. Faire progresser la justice

L'année 2025 marque une étape importante pour WWoW avec la création du Département Justice.

Quelques mois seulement après sa création, ce département a joué un rôle central dans l'une des procédures les plus marquantes de l'année : le procès en compétence universelle de Roger Lumbala, ancien président d'un groupe politico-militaire congolais, condamné à trente ans de réclusion criminelle pour complicité de crimes contre l'humanité, notamment pour des faits de viols constitutifs de torture et d'esclavage sexuel

Ce que ce cela signifie.

Au-delà de sa portée symbolique, cette condamnation crée un précédent judiciaire majeur : elle démontre qu'une procédure fondée sur la compétence universelle peut aboutir, en France, à la reconnaissance du viol comme arme de guerre et à la sanction de ses responsables, plus de vingt ans après les faits.

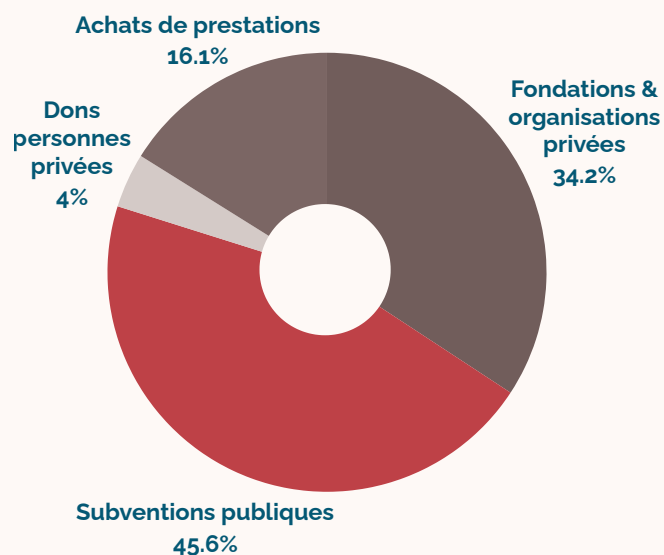
Pour WWoW, c'est la validation concrète de l'expertise développée depuis sa création, désormais traduite en jurisprudence. Elle illustre la capacité de WWoW à transformer son expertise en résultats judiciaires concrets contribuant à la lutte contre l'impunité.

En résumé.

En 2025, WWoW a sensibilisé plus de 1,5 million de personnes, mobilisé des représentants de l'ONU, du Conseil de l'Europe et de plus de cinquante États, obtenu une condamnation historique dans le procès Lumbala, formé plus de 1 000 professionnels et sécurisé 580 témoignages via BackUp.

Quatre leviers d'action au service d'un même objectif : faire reculer l'impunité.

ORIGINE DES FONDS



AFFECTATION DES RESSOURCES



OBJECTIFS 2026

1. Recherche et publication

En 2026, WWoW poursuivra le développement de ses activités de recherche et de documentation sur les violences sexuelles liées aux conflits, à travers la publication de plusieurs rapports d'analyse portant sur les contextes d'intervention de l'organisation.

- *Nigéria*

Au cours des deux dernières années de mise en œuvre de ses activités dans le nord-est du Nigéria, WWoW a développé **une série de trois rapports contextuels** visant à fournir une analyse approfondie des violences sexuelles liées aux conflits. Ces travaux ont pour objectif de soutenir la mise en œuvre opérationnelle des projets, d'adapter les interventions aux réalités du terrain et d'orienter les actions de plaidoyer ainsi que la prise en charge des survivantes et survivants. Ils seront publiés au début de l'année 2026.

- *Israël et les territoires palestiniens occupés*

WWoW publiera à partir d'octobre 2026 une série de trois rapports marquant le troisième anniversaire des attaques du 7 octobre 2023 en Israël, consacrés aux violences sexuelles liées aux conflits commises depuis ce jour en Israël dans le cadre du conflit Israélo palestinien. Fruit d'un travail d'enquête et de documentation mené depuis 2023 auprès des survivantes et survivants, des familles et des acteurs judiciaires israéliens, ainsi qu'avec différents partenaires et des acteurs palestiniens, cette série de rapports s'inscrit dans la continuité de dix années d'action de terrain et de plaidoyer menées par WWoW.

La publication de cette série a été repoussée plusieurs fois en raison de la guerre avec l'Iran et de la situation sécuritaire et humanitaire au Liban, à Gaza et en

Cisjordanie notamment, mais aussi pour des raisons de coordination avec nos partenaires, en particulier *The Civil Commission*, qui publiera un rapport en mai 2026, auquel WWoW a contribué. Enfin, WWoW a constamment choisi de prendre le recul nécessaire. Ce choix, en l'espèce, implique de laisser le temps aux victimes de pouvoir s'exprimer dans les meilleures conditions pour elles. Pour autant, Céline Bardet a encore cette année participé à plus de 30 interventions, podcasts, interviews et conférences autour de ce sujet spécifique des violences sexuelles du 7 octobre 2023.

Les rapports de WWoW répondent à d'autres enjeux spécifiques. Ils documentent les violences en abordant la question des modes opératoires et des chaînes de commandement, tout en proposant deux innovations juridiques internationales. Ils traitent de la question des fractures au sein des associations féministes, des mécanismes de stigmatisation et d'invisibilisation, ainsi que des conséquences de la fragmentation des débats publics, une fracture déjà soulignée par Céline Bardet devant l'ONU en mars 2024, lors de la 68e session de la Commission de la condition de la femme (CSW), autour du principe « une victime, une voix, la même partout ».

Ces rapports contribueront non seulement à une réflexion juridique au regard du droit international, mais seront également un outil pour organiser différents débats et conférences pédagogiques, afin de lutter contre l'invisibilisation, les idéologies et la montée de l'antisémitisme, et de favoriser la tenue de débats sereins et informés.

Enfin, la publication des rapports donnera lieu à un événement public organisé à Paris, en partenariat avec les Guerrières de la Paix, le barreau de Paris et d'autres institutions juridiques et académiques, puis à une tournée nationale de conférences-débats soutenue par la Dilcrah et d'autres mécènes. En 2027, ce travail sera également porté à l'international, avec l'appui des représentations permanentes, avec une conférence à New York en marge de la CSW71 (mars 2027) et une à Genève auprès des institutions onusiennes des droits humains.

2. Déploiement de BackUp dans de nouvelles zones géographiques

À la suite du succès de la phase pilote de l'outil BackUp, WWoW entend poursuivre son déploiement et l'étendre à des régions voisines confrontées à des enjeux sécuritaires similaires, notamment dans l'Extrême-Nord du Cameroun et la province du Lac au Tchad.

En s'appuyant sur une méthodologie de déploiement progressif, l'organisation souhaite répondre aux besoins des populations affectées par les violences liées aux groupes armés et renforcer les capacités locales de documentation et d'alerte.

Plus largement, WWoW ambitionne de déployer BackUp dans des contextes où l'outil présente une réelle valeur ajoutée, en particulier dans des zones souvent marginalisées par les acteurs politiques et humanitaires ou insuffisamment couvertes médiatiquement. Dans cette perspective, l'organisation envisage également des déploiements dans des pays tels que le Soudan, selon les budgets disponibles. Un travail est également en cours s'agissant de l'Iran.

3. Département Justice et lutte contre l'impunité

En 2026, WWoW poursuivra le renforcement de son département Justice afin de soutenir les actions de lutte contre l'impunité liées à ces crimes.

- *Intervention judiciaire*

L'organisation entend poursuivre son implication dans plusieurs procédures judiciaires fondées sur la compétence universelle et renforcer son appui aux

survivantes et survivants et aux acteurs de la société civile engagés dans ces démarches. WWoW se portera partie civile dans au moins trois affaires à venir dont certaines concernent des Françaises poursuivies dans le cadre de leur départ en Syrie. WWoW s'est déjà constituée partie civile dans une affaire en 2026, au stade de l'instruction, concernant l'Ukraine. Elle revêt une importance particulière car cela permet de participer activement aux éléments de l'instruction et de l'enquête.

- *Poursuite du travail de documentation*

WWoW poursuivra également ses activités de documentation dans différents contextes, notamment en Iran. Selon les capacités budgétaires, l'organisation envisage, à ce titre, le déploiement de l'outil BackUp afin de soutenir les réseaux de la société civile et les diasporas souhaitant documenter les violences sexuelles liées aux conflits ou à la répression politique.

Dans certains contextes, bien qu'il existe déjà des mécanismes de documentation des violations des droits humains, les violences sexuelles utilisées comme outil de répression demeurent insuffisamment documentées et constituent encore un angle mort des initiatives existantes.

- *Renforcement des activités de formation*

Enfin, WWoW poursuivra le développement de son offre de formation, notamment dans le domaine judiciaire, à travers le renforcement des capacités des acteurs concernés et le développement de curricula de formation spécialisés sur le droit international, les techniques d'entretien, la confidentialité ou encore la sécurisation des données collectées. Des formations sont déjà développées et en cours pour les magistrats de la Cour nationale du droit d'asile (CNDA) en France par exemple. WWoW envisage également de lancer des formations à destination du grand public suite à une forte demande.

ILS NOUS SOUTIENNENT

ET TRAVAILLENT AVEC NOUS



WOMEN'S FORUM
FOR THE ECONOMY & SOCIETY



AFD
AGENCE FRANÇAISE
DE DÉVELOPPEMENT



AVOCATS
BARREAU
• PARIS



**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



In|Tech
POST LUXEMBOURG Group



**FONDATION
DES FEMMES**

GRASSROOTS
RESEARCHERS ASSOCIATION



**Bibliothèques
Sans Frontières**
Libraries Without Borders



**Fondation
RAJA** Danielle
Marcovici
Agir pour les femmes

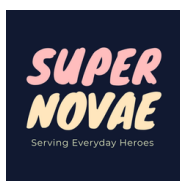


WICC



TO END RAPE
AS A WEAPON
OF WAR

**FONDATION
DAVID ET
MEHRA RIMER**



Serving Everyday Heroes

IOI Plateforme
IOI Droits humains



**FONDATION
DU GRAND-DUC ET
DE LA GRANDE-DUCHESSE**

WE ARE NOT WEAPONS OF WAR

NOUS SOUTENIR

Par virement bancaire

Intitulé du compte : WE ARE NOT WEAPONS OF WAR

IBAN : FR76 1751 5900 0008 0060 3746 682

BIC : CEPAFRPP751

Par chèque

À l'ordre de We are NOT Weapons of War

93 rue Jean Pierre Timbaud,

75011 Paris

Par Paypal

<https://www.paypal.com/paypalme/donationWWoW>

Par HelloAsso

<https://www.helloasso.com/associations/we-are-not-weapons-of-war/formulaires/1>

66 % du montant de votre don au profit de WWoW peut être déduit de votre impôt sur le revenu. Le plafond de la déduction s'élève à 20% de votre revenu imposable.

Article 200 et 228 - Code général des impôts

NOUS RETROUVER



@wearenotweaponsofwar



@NotAWeaponOfWar



We are NOT Weapons Of War



We are NOT Weapons of War



@wearenotweaponsofwar